

Le 20 mai 2015

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Saint-Constant  
121, St-Pierre, suite 100  
St-Constant, Québec  
J5A 2G9

Mesdames, Messieurs,

On nous a confié la mission d'auditer les états financiers consolidés de la Ville de Saint-Constant pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014.

La présente lettre a pour objet de communiquer avec vous concernant toutes les relations entre la Municipalité et notre cabinet, et qui, selon notre jugement professionnel, peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'influer sur notre indépendance.

Nous avons préparé les commentaires suivants pour faciliter nos entretiens avec vous au sujet des questions relatives à notre indépendance.

Nous confirmons par la présente que :

- a) nous nous sommes conformés aux exigences relatives à l'indépendance énoncées dans les règles de déontologie de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec ;
- b) nous avons communiqué toutes les relations et tous les autres liens entre le cabinet, les autres cabinets membres du réseau et l'entité qui, à notre avis, peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance.

Nous devons tenir, dans la détermination des liens à communiquer, des règles pertinentes et des interprétations connexes prescrites par l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec compétent et la législation applicable, de questions telles que les suivantes :

- a) le fait de détenir, directement ou indirectement, des intérêts financiers dans la Municipalité;
- b) le fait d'occuper, directement ou indirectement, un poste qui donne le droit ou confère la responsabilité d'exercer une influence notable sur les politiques financières ou conventions comptables de la Municipalité;

- c) l'existence de relations personnelles ou de relations d'affaires directes ou indirectes entre des membres de la famille immédiate, des proches parents, des associés, des associés à la retraite, des actionnaires ou des administrateurs de la Municipalité;
- d) une dépendance économique par rapport à la Municipalité;
- e) la prestation de services en sus de la mission d'audit.

Nous n'avons connaissance d'aucun lien entre la Municipalité et notre cabinet, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 20 mai 2015, qui, selon notre jugement professionnel, pourrait être considéré comme susceptible d'influer sur notre indépendance.

Les montants totaux des honoraires facturés à la Municipalité entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 20 mai 2015 pour des services d'audit et autres se sont élevés respectivement à 14 500 \$ et à 1 500 \$.

Le présent rapport est destiné uniquement à l'usage du conseil municipal, de la direction et d'autres personnes au sein de la Municipalité, et il ne doit servir à aucune autre fin.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

LEFAIVRE LABRÈCHE GAGNÉ, SENCRL  
Comptables professionnels agréés

# Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), ANNIE GERMAIN, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.  
(Nom de l'organisme)

Date 2015-05-20 Signature \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saint-Constant et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Constant et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Constant inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S9 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1 CPA Auditeur, CA permis de comptabilité publique no A109294

DATE 2015-05-20

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	27 048 637	28 333 791	28 944 937			28 944 937
Compensations tenant lieu de taxes	2	389 224	348 811	364 524			364 524
Quotes-parts	3					5 426 356	
Transferts	4	1 629 024	113 695	260 380		737 941	998 321
Services rendus	5	914 536	1 000 097	875 515		1 579 894	2 455 409
Imposition de droits	6	2 120 667	1 470 422	1 925 750			1 925 750
Amendes et pénalités	7	726 637	700 000	691 379		741 933	1 433 312
Intérêts	8	217 320	172 315	246 050		38 244	284 294
Autres revenus	9	944 997	130 158	556 281		241 239	797 520
	10	33 991 042	32 269 289	33 864 816		8 765 607	37 204 067
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12					47 957	47 957
Transferts	13	2 489 580		4 087 090		40 664	4 127 754
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	3 116 647					
Autres	15	414 697					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	6 020 924		4 087 090		88 621	4 175 711
	18	40 011 966	32 269 289	37 951 906		8 854 228	41 379 778
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	5 866 559	6 356 305	5 942 315	218 086		6 160 401
Sécurité publique	20	6 300 242	7 237 301	6 946 946	87 479	5 133 609	7 705 032
Transport	21	6 587 157	6 687 296	6 557 092	1 336 129	2 828 975	10 340 092
Hygiène du milieu	22	4 377 288	4 233 922	4 250 198	1 965 548	1 440 799	7 075 295
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	577 340	806 567	667 045	39 861		706 906
Loisirs et culture	25	4 673 869	5 304 634	4 775 211	756 565		5 531 776
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	720 559	942 532	790 361		168 606	958 967
Amortissement des immobilisations	28	3 885 376	3 677 043	4 403 668	( 4 403 668 )		
	29	32 988 390	35 245 600	34 332 836		9 571 989	38 478 469
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	7 023 576	(2 976 311)	3 619 070		(717 761)	2 901 309

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	7 023 576	(2 976 311)	3 619 070	(717 761)	2 901 309
Moins: revenus d'investissement	2	( 6 020 924 )	( )	( 4 087 090 )	( 88 621 )	( 4 175 711 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	1 002 652	(2 976 311)	(468 020)	(806 382)	(1 274 402)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	3 885 376	3 677 043	4 403 668	417 448	4 821 116
Produit de cession	5	749 132			37	37
(Gain) perte sur cession	6	(738 866)		6 228	(18)	6 210
Réduction de valeur / Reclassement	7			(311 834)		(311 834)
	8	3 895 642	3 677 043	4 098 062	417 467	4 515 529
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	62 187		89 428		89 428
	15	62 187		89 428		89 428
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	28 945		103 737	306 465	410 202
Remboursement de la dette à long terme	17	( 2 147 295 )	( 1 869 400 )	( 1 869 400 )	( 174 922 )	( 2 044 322 )
	18	(2 118 350)	(1 869 400)	(1 765 663)	131 543	(1 634 120)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 2 099 356 )	( )	(185 822)	( 53 711 )	(132 111)
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	122 947	1 710 029	183 428		183 428
Excédent de fonctionnement affecté	21	487 158		1 710 029		1 710 029
Réserves financières et fonds réservés	22	1 363 435	(541 361)	(855 437)	501 263	(354 174)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(26 443)		(96 728)	(2 122)	(98 850)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(152 259)	1 168 668	1 127 114	445 430	1 572 544
	26	1 687 220	2 976 311	3 548 941	994 440	4 543 381
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	2 689 872		3 080 921	188 058	3 268 979

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	6 020 924		4 087 090	88 621	4 175 711
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 823 614 )	( 238 000 )	( 177 550 )	( )	( 177 550 )
Sécurité publique	3	( 68 144 )	( 1 270 000 )	( 76 505 )	( 220 823 )	( 297 328 )
Transport	4	( 4 788 045 )	( 3 834 200 )	( 2 193 930 )	( 54 597 )	( 2 248 527 )
Hygiène du milieu	5	( 6 738 461 )	( 4 701 800 )	( 2 781 112 )	( 74 382 )	( 2 855 494 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 11 990 )	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( 2 048 272 )	( 100 000 )	( 81 119 )	( )	( 81 119 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 14 478 526 )	( 10 144 000 )	( 5 310 216 )	( 349 802 )	( 5 660 018 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Émission ou acquisition	12	( 83 049 )	( )	( 76 756 )	( )	( 76 756 )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 328 022		7 050 153		7 050 153
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	2 099 356		(185 822)	53 711	(132 111)
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	253 589		36 115		36 115
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	1 596 718		359 018	68 686	427 704
	18	3 949 663		209 311	122 397	331 708
	19	(9 283 890)	(10 144 000)	1 872 492	(227 405)	1 645 087
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(3 262 966)	(10 144 000)	5 959 582	(138 784)	5 820 798

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	7 023 576		(2 976 311)		3 619 070	(717 761)	2 901 309
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	( 14 478 526 )	(	10 144 000 )	(	5 310 216 )	( 349 802 )	( 5 660 018 )
Produit de cession	3	749 132					37	37
Amortissement	4	3 885 376		3 677 043		4 403 668	417 448	4 821 116
(Gain) perte sur cession	5	(738 866)				6 228	(18)	6 210
Réduction de valeur / Reclassement	6					(311 834)		(311 834)
	7	(10 582 884)		(6 466 957)		(1 212 154)	67 665	(1 144 489)
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	(89 360)				137 650	13 397	151 047
Variation des autres actifs non financiers	10	3 891				(360 519)	(9 687)	(370 206)
	11	(85 469)				(222 869)	3 710	(219 159)
	12	(3 644 777)		(9 443 268)		2 184 047	(646 386)	1 537 661
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13							
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(3 644 777)		(9 443 268)		2 184 047	(646 386)	1 537 661
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(20 606 852)				(24 251 632)	1 094 006	(23 157 626)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(3)				2		2
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(20 606 855)				(24 251 630)	1 094 006	(23 157 624)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(24 251 632)				(22 067 583)	447 620	(21 619 963)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	736 989	4 530 552	1 137 363	5 667 915
Placements temporaires	2			1 670 086	1 670 086
Débiteurs (note 5)	3	7 429 895	8 173 092	2 062 616	10 170 911
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5	297 231	284 560		284 560
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7			44 094	44 094
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	8 464 115	12 988 204	4 914 159	17 837 566
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10			15 800	15 800
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 200 000		395 398	395 398
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	5 213 371	4 232 435	1 207 269	5 374 907
Revenus reportés (note 12)	13	1 936 570	317 109	702 747	1 019 856
Dette à long terme (note 13)	14	24 365 806	30 506 243	2 145 325	32 651 568
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	32 715 747	35 055 787	4 466 539	39 457 529
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(24 251 632)	(22 067 583)	447 620	(21 619 963)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	104 010 793	105 222 946	6 607 586	111 830 532
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	404 412	266 762	13 606	280 368
Autres actifs non financiers (note 17)	21	230 783	591 302	76 401	667 703
	22	104 645 988	106 081 010	6 697 593	112 778 603
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 686 930	2 418 236		2 418 236
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	2 997 930	3 914 392	4 861 449	8 775 841
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 180 841 )	( 145 200 )	( 2 399 677 )	( 2 544 877 )
Financement des investissements en cours	26	(4 634 031)	1 325 551	(1 149 693)	175 858
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	80 524 368	76 500 448	5 833 134	82 333 582
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	80 394 356	84 013 427	7 145 213	91 158 640

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 023 576	3 619 070	(717 761)	2 901 309
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	3 885 376	4 403 668	417 448	4 821 116
Autres					
- PROVISION POUR MOINS VALUE	3	62 187	89 428		89 428
- PERTE DISP ACTIF/RECL	4	(738 866)	(305 606)	(18)	(305 624)
	5	10 232 273	7 806 560	(300 331)	7 506 229
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(1 772 459)	(743 197)	(537 951)	(1 216 351)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	969 579	(980 935)	(18 080)	(1 063 812)
Revenus reportés	9	1 833 996	(1 619 461)	10 237	(1 609 224)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	10			(1 496)	(1 496)
Stocks de fournitures	11				
Autres actifs non financiers	12	(89 360)	137 652	13 397	151 049
	13	3 891	(360 519)	(9 687)	(370 206)
	14	11 177 920	4 240 100	(843 911)	3 396 189
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	14 478 526 ) (	5 310 216 ) (	349 802 ) (	5 660 018 )
Produit de cession	16	749 132		37	37
	17	(13 729 394)	(5 310 216)	(349 765)	(5 659 981)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	83 049 ) (	76 756 ) (	) (	76 756 )
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20			103 336	103 336
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(83 049)	(76 756)	103 336	26 580
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	2 069 000	8 049 900	340 209	8 390 109
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 262 700 ) (	1 869 400 ) (	174 922 ) (	2 044 322 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 200 000	(1 200 000)	213 465	(986 535)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(42 626)	(40 063)	(4 363)	(44 426)
Autres					
- Ajustement des quote-part	27			14 274	14 274
-	28	(1)	(2)		(2)
	29	963 673	4 940 435	388 663	5 329 098
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(1 670 850)	3 793 563	(701 677)	3 091 886
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	2 407 839	736 989	2 937 474	3 674 463
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b> (note 23)	32	736 989	4 530 552	2 235 797	6 766 349

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Rémunération</b>	1	8 348 117	8 750 721	8 723 328	3 443 943	12 167 271
<b>Charges sociales</b>	2	1 792 801	2 019 635	1 962 437	1 062 004	3 024 441
<b>Biens et services</b>	3	8 200 138	9 689 460	8 195 649	4 411 503	12 607 152
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	639 331	781 988	643 039	56 899	699 938
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	5 323	62 000	62 015		62 015
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	75 905	98 544	85 307	111 707	197 014
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	9 799 179	9 756 001	9 702 598		4 276 242
Autres	10				7 781	7 781
Autres organismes	11	7 213	126 870	235 431	26 697	262 128
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	3 885 376	3 677 043	4 403 668	417 448	4 821 116
<b>Autres</b>						
-	13	235 007	283 338	319 364	34 007	353 371
-	14					
-	15					
	16	32 988 390	35 245 600	34 332 836	9 571 989	38 478 469

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	28 237 791	28 944 937	27 048 637
Compensations tenant lieu de taxes	2	348 811	364 524	389 224
Quotes-parts	3		47 957	1 261
Transferts	4	575 105	5 126 075	5 143 427
Services rendus	5	2 403 430	2 455 409	2 575 292
Imposition de droits	6	1 470 422	1 925 750	2 120 667
Amendes et pénalités	7	1 575 055	1 433 312	1 510 363
Intérêts	8	188 316	284 294	254 323
Autres revenus	9	2 478 706	797 520	5 055 070
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	37 277 636	41 379 778	44 098 264
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	12 674 923	6 160 401	5 955 330
Sécurité publique	13	7 876 289	7 705 032	7 287 497
Transport	14	3 910 455	10 340 092	9 712 101
Hygiène du milieu	15	5 246 702	7 075 295	6 779 540
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	696 269	706 906	608 922
Loisirs et culture	18	3 369 364	5 531 776	5 392 374
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	3 441 830	958 967	847 372
	21	37 215 832	38 478 469	36 583 136
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	61 804	2 901 309	7 515 128
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		88 257 329	80 742 207
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		2	(6)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		88 257 331	80 742 201
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		91 158 640	88 257 329

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	61 804	2 901 309	7 515 128
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	329 217 ) (	5 660 018 ) (	15 116 928 )
Produit de cession	3		37	751 787
Amortissement	4	214 533	4 821 116	4 312 910
(Gain) perte sur cession	5		6 210	(731 690)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(311 834)	
	7	(114 684)	(1 144 489)	(10 783 921)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		151 047	(92 869)
Variation des autres actifs non financiers	10		(370 206)	8 954
	11		(219 159)	(83 915)
	12	(52 880)	1 537 661	(3 352 708)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(52 880)	1 537 661	(3 352 708)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(23 157 626)	(19 804 911)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		2	(7)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(23 157 624)	(19 804 918)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(21 619 963)	(23 157 626)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	5 667 915	2 527 552
Placements temporaires	2	1 670 086	1 821 153
Débiteurs (note 5)	3	10 170 911	8 871 610
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	284 560	297 231
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	44 094	42 598
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<b>17 837 566</b>	<b>13 560 144</b>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10	15 800	779
Emprunts temporaires (note 10)	11	395 398	1 381 933
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	5 374 907	6 355 771
Revenus reportés (note 12)	13	1 019 856	2 629 080
Dette à long terme (note 13)	14	32 651 568	26 350 207
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<b>39 457 529</b>	<b>36 717 770</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	<b>(21 619 963)</b>	<b>(23 157 626)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	111 830 532	110 686 044
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	280 368	431 415
Autres actifs non financiers (note 17)	21	667 703	297 496
	22	<b>112 778 603</b>	<b>111 414 955</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>91 158 640</b>	<b>88 257 329</b>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 901 309	7 515 128
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 821 116	4 312 910
Autres			
- PROVISION POUR MOINS VALUE	3	89 428	62 187
- PERTE DISP ACTIF/RECL	4	(305 624)	(731 690)
	5	7 506 229	11 158 535
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 216 351)	(935 314)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 063 812)	1 294 937
Revenus reportés	9	(1 609 224)	2 024 842
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 496)	(117 898)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	151 049	(92 869)
Autres actifs non financiers	13	(370 206)	8 954
	14	3 396 189	13 341 187
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 5 660 018 )	( 15 116 928 )
Produit de cession	16	37	751 787
	17	(5 659 981)	(14 365 141)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( 76 756 )	( 83 049 )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	103 336	(441 562)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	26 580	(524 611)
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	8 390 109	2 274 057
Remboursement de la dette à long terme	24	( 2 044 322 )	( 2 393 004 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(986 535)	1 287 166
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(44 426)	(36 552)
Autres			
- Ajustement des quote-part	27	14 274	(34 273)
-	28	(2)	(1)
	29	5 329 098	1 097 393
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	3 091 886	(451 172)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	3 674 463	4 125 635
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	6 766 349	3 674 463

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville est constituée et régie en vertu de la Loi sur les cités et villes de la Province de Québec.

**2. Principales méthodes comptables**

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariat**

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe.

Cette consolidation se fait ligne par ligne. La ville participe aux partenariats suivants:

- Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie
- Régie Intermunicipale de Police Roussillon
- Conseil Intermunicipal de Transport Roussillon
- TARSO Inc. (Transport Adapté Rive-Sud Ouest)

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Toutes variations de quote-part des excédents de l'exercice antérieur sont constatés aux résultats de l'exercice courant.

**C) Actifs financiers**

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au coût selon la méthode de l'épuisement successif.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	20 à 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Véhicules:	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 ans.
Améliorations locatives:	Durée du bail.

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014, notamment par la constatation d'un coût des services passés négatif, sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
  - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
  - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ..... ;
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : ..... ;
  - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : ..... .
- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
  - pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie : ????
- Mesures transitoires relatives à la TVQ :
  - au fur et à mesure du remboursement au fonds général ou au fonds de roulement sur une période maximale de 10 ans.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
  - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
  - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
  - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

**H) Instruments financiers**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**I) Autres éléments**

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME:

Dettes émises avant le 31 décembre 2000 :

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice bien que les intérêts courus soient comptabilisés à titre de passif en contrepartie du montant à pourvoir dans le futur.

*Dettes émises après le 31 décembre 2000 :*

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice.

UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les produits et les charges présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 425 639	1 963 969
Placements temporaires	2	570 131	673 467
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	3 070 723	3 332 572
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 131 484	2 866 719
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	639 576	136 868
Organismes municipaux	8	669 881	367 816
Autres			
- AUTRES	9	1 351 890	1 690 740
- TPS ET TVQ	10	307 357	476 895
	11	10 170 911	8 871 610
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 480 435	652 340
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 480 435	652 340
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		140 356
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22	284 560	297 231
Autres placements	23		
	24	284 560	297 231
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	1 296 173	1 302 994
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( 1 252 079 )	( 1 260 396 )
	27	<u>44 094</u>	<u>42 598</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 102 704	976 821
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	( 6 602 )	11 469
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	23 021	13 554
Régimes de retraite des élus municipaux	32	53 251	52 067
	33	<u>1 172 374</u>	<u>1 053 911</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

**Note**

<b>10. Emprunts temporaires</b>			
La ville dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 6 000 000 \$ pour les activités de fonctionnement et d'un montant autorisé de 21 199 758\$ pour les activités d'investissement, dont aucun montant est utilisé au 31 décembre 2014. Cette marge porte intérêt au taux préférentiel.			
<b>11. Crédoiteurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	2 402 752	3 207 911
Salaires et avantages sociaux	38	1 170 423	1 091 409
Dépôts et retenues de garantie	39	918 219	1 123 175
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- GOUVERNEMENT DU CANADA	42	39 662	9 403
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	43	84 879	8 325
- ORGANISMES MUNICIPAUX	44	298 822	483 205
- INTÉRÊTS COURUS DETTE LT	45	271 075	233 072
- AUTRES COURUS ET PASSIFS	46	189 075	199 271
	47	<u>5 374 907</u>	<u>6 355 771</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<hr/>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	41 805	15 986
Transferts	49	30 859	157 925
Autres			
- Tour communications, St-Isidor	50	261 693	
- SUBVENTIONS ET AUTRES	51	685 499	2 455 169
	52	1 019 856	2 629 080
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	3,94	2015	2018	53	32 866 906	26 519 499
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60	52 655	54 275
					61	32 919 561	26 573 774
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( 267 993 )	( 223 567 )
					63	32 651 568	26 350 207

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	4 862 373	80	25 391	89	97	4 887 764
2016	65	73	5 784 994	81	19 357	90	98	5 804 351
2017	66	74	6 185 332	82	11 198	91	99	6 196 530
2018	67	75	7 128 546	83		92	100	7 128 546
2019	68	76	8 905 661	84		93	101	8 905 661
2020 et +	69	77		85		94	102	
	70	78	32 866 906	86	55 946	95	103	32 922 852
Intérêts et frais accessoires				87	( 3 291 )		104	( 3 291 )
	71	79	32 866 906	88	52 655	96	105	32 919 561

**Note**

	2014	2013
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(21 619 963)
Tiers		(23 157 626)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(21 619 963)
		(23 157 626)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	45 089 193	138	1 547 828	165		192	46 637 021
Eaux usées	111	50 697 408	139	1 233 284	166		193	51 930 692
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	38 273 800	140	1 930 364	167	(545 208)	194	40 749 372
Autres	113	8 957 905	141	107 728	168	29 256	195	9 036 377
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	13 109 687	143	89 594	170	543 373	197	12 655 908
Améliorations locatives	116	1 960 296	144	(38)	171	45 622	198	1 914 636
Véhicules	117	3 298 789	145	101 267	172	118 349	199	3 281 707
Ameublement et équipement de bureau	118	2 858 717	146	208 090	173	(4 767)	200	3 071 574
Machinerie, outillage et équipement divers	119	1 869 737	147	279 044	174	29 398	201	2 119 383
Terrains	120	4 047 727	148	882	175		202	4 048 609
Autres	121	1	149	(1)	176		203	
	122	<u>170 163 260</u>	150	<u>5 498 042</u>	177	<u>216 023</u>	204	<u>175 445 279</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 336 882</u>	151	<u>161 976</u>	178		205	<u>1 498 858</u>
	124	<u>171 500 142</u>	152	<u>5 660 018</u>	179	<u>216 023</u>	206	<u>176 944 137</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	10 643 771	153	870 821	180		207	11 514 592
Eaux usées	126	20 935 317	154	1 027 726	181	(249 735)	208	22 212 778
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	12 449 818	155	1 224 966	182	332 082	209	13 342 702
Autres	128	4 039 713	156	442 564	183	29 256	210	4 453 021
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	6 780 253	158	384 859	185	68 617	212	7 096 495
Améliorations locatives	131	736 480	159	379 879	186	2	213	1 116 357
Véhicules	132	1 931 809	160	174 917	187	112 689	214	1 994 037
Ameublement et équipement de bureau	133	2 365 008	161	178 315	188	185 213	215	2 358 110
Machinerie, outillage et équipement divers	134	931 929	162	137 069	189	43 485	216	1 025 513
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>60 814 098</u>	164	<u>4 821 116</u>	191	<u>521 609</u>	218	<u>65 113 605</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>110 686 044</u>					219	<u>111 830 532</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

**Note**

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	236	667 703	297 496
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	667 703	297 496

**Note****18. Obligations contractuelles**

A) La Ville a contracté des engagements qui ne sont pas comptabilisés pour un montant de 8 808 945 \$ incluant le bail pour la Bibliothèque, les services professionnels d'évaluateurs, l'entretien ménager d'édifices municipaux, l'enlèvement de la neige, l'entretien et la réparation des systèmes de climatisation, le curage des réseaux d'égoûts sanitaires et pluviaux, la location de conteneurs pour les disposition des ordures ménagères des édifices municipaux, la location de conteneurs pour la disposition des déchets secs, le service de téléphonie cellulaire, la location des heures de glace et du local à l'aréna, la location de deux véhicules électriques, la fourniture de pierres, l'entretien et la réparation du réseau d'éclairage des rues, parcs et feux de circulation, les tontes de gazon, la fourniture de gaz propane, le nettoyage des puisards, la location support et la maintenance d'un photocopieur, la mise à jour des logiciels de la suite financière ACCEO, la fourniture et l'installation d'un module de jeu de parc et balançoires, un mandat d'accompagnement, la fourniture et l'installation d'une antenne de télécommunication et la fourniture de radios mobiles, la fourniture de mélanges bitumineux, la fourniture et la livraison d'un balai de rue. Les versements relatifs à ces engagements se répartissent comme suit:

2015: 3 477 749 \$	2018: 766 592 \$
2016: 2 445 138 \$	2019: 584 488 \$
2017: 1 534 978 \$	

La Ville est engagée pour une somme approximative de 10 848 958 \$ via la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie pour 3 056 353 \$, la Régie intermunicipale de Police Roussillon pour 159 294 \$, TARSO inc. pour 68 697 \$ et le CIT Roussillon pour 7 564 614 \$ un contrat avec un transporteur échéant en juillet 2018 et un contrat de gestion des opérations et de gestion de la billetterie échéant en 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**19. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

S.O.

**d) Autres**

GRIEFS :

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. De l'avis des administrateurs de la Régie, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant, un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

s.o.

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et de l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

**22. Instruments financiers**

s.o.

		2014		2013
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	240	5 667 915		2 527 552
Découvert bancaire	241	( 15 800 )	(	779 )
Placements temporaires	242	1 670 086		1 821 153
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
- CPG non remboursable	247	( 555 852 )	(	673 463 )
-	248		(	)
-	249		(	)
-	250		(	)
-	251		(	)
-	252		(	)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)</b>				
<b>à la fin de l'exercice</b>	253	6 766 349		3 674 463

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 418 236	1 686 930
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 8 775 841	8 104 968
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( 2 544 877 ) (	2 355 954 )
Financement des investissements en cours	4 175 858	(5 549 888)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 82 333 582	86 371 273
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 91 158 640	88 257 329

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8		
- Exercice suivant	9 2 130 072	1 710 029	
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17 2 130 072	1 710 029	

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Exercice suivant	18 547 286	629 005	
- Financement métropolitain	19 510 890	767 292	
- Régime de retraite	20 3 073 410	2 908 401	
	21 4 131 586	4 304 698	

Réserves financières

- Organismes consolidés	22 555 596	662 318	
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27 555 596	662 318	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 288 277	173 407	
Fonds parcs et terrains de jeux	29 50 540	50 540	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 1 300 303	979 841	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32		
Financement des activités de fonctionnement	33 145 200	84 113	
Autres			
- ORGANISMES CONSOLIDÉS	34 174 267	140 022	
-	35		
-	36		
-	37		
	38 1 958 587	1 427 923	
	39 8 775 841	8 104 968	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	82 461 )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	14 267 )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( ) ( )	) )
Régimes non capitalisés	43 ( 108 466 ) ( )	118 901 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( 62 958 ) ( )	) )
Autres	45 ( ) ( )	) )
Régimes non capitalisés	46 ( 843 444 ) ( )	890 586 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	) )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ( ) ( )	) )
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) ( )	) )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( ) ( )	) )
Autres		
-	51 ( ) ( )	) )
-	52 ( ) ( )	) )
	53 ( 1 014 868 ) ( )	1 106 215 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( ) ( )	) )
Autre financement	55 ( 1 530 009 ) ( )	1 249 739 )
	56 ( 2 544 877 ) ( )	2 355 954 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	57 1 780 945	679 488
Investissements à financer	58 ( 1 605 087 ) ( )	6 229 376 )
	59 175 858	(5 549 888)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 111 830 532	110 686 044
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63 284 560	297 231
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 112 115 092	110 983 275
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 32 651 568	26 350 207
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 267 993	223 567
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( 1 608 042 ) ( )	712 033 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( ) ( )	) )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( 1 530 009 ) ( )	1 249 739 )
	71 29 781 510	24 612 002
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 29 781 510	24 612 002
	74 82 333 582	86 371 273

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>                    </u> 2	2 <u>                    </u>	3 <u>                    </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Saint-Constant parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des employés réguliers est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire finale à la retraite.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8,5 % du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville et des employés ne peuvent être inférieures à 8,5 % du salaire. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2% du salaire final multiplié par le nombre d'années de participation. Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des cinq dernières années de service.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés. Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

Pour le service postérieur

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité

- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

La municipalité participe à 1 régime de retraite qui est visé par la Loi, dont il fait l'objet du processus de négociations dès février 2015. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux résultats de 2014 sont résumées ci-après :

- Plafond du service courant :

- oIncidence sur le coût des services passés : aucune

- oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie: aucune

- oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

- Cotisation au fonds de stabilisation :

- oIncidence sur le coût des services passés : aucune

- oPertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : aucune

- oIncidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O. (pour l'exercice 2014)



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 1 312 680	1 184 561
Charge de l'exercice	5 ( 1 102 704 )	( 976 821 )
Cotisations versées par l'employeur	6 1 086 197	1 095 254
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>1 296 173</u>	<u>1 302 994</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 14 582 480	12 000 040
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 14 608 631 )	( 12 640 269 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 ( 26 151 )	( 640 229 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>1 322 324</u>	<u>1 943 223</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 1 296 173	1 302 994
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>1 296 173</u>	<u>1 302 994</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 14 582 480	12 000 040
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 14 608 631 )	( 12 640 269 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>26 151</u> )	( <u>640 229</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 611 165	1 487 402
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 99 978	88 005
	21 <u>1 711 143</u>	<u>1 575 407</u>
Cotisations salariales des employés	22 ( 770 802 )	( 686 357 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24 940 341	889 050
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 127 351	84 963
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 067 692</u>	<u>974 013</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 738 483	620 653
Rendement espéré des actifs	34 ( 703 471 )	( 617 845 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 35 012	2 808
Charge de l'exercice	36 <u>1 102 704</u>	<u>976 821</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 943 674	885 414
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 703 471 )	( 617 845 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 240 203	267 569
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 270 788	(1 004 932)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 298 013	266 123
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 15 752 613	12 842 475
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 37	37
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,50 %	5,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,50 %	5,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>0</u>	56 <u>1</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( 1 269 763 )	( 1 258 523 )
Charge de l'exercice	58 ( 6 602 )	( 11 469 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 11 082	9 596
Passif à la fin de l'exercice	60 ( 1 252 079 )	( 1 260 396 )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( 1 764 465 )	( 1 482 048 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 512 386	221 652
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( 1 252 079 )	( 1 260 396 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 27 588	25 746
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 (110 824)	(88 005)
	66 (83 236)	(62 259)
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( )	( )
	68 (83 236)	(62 259)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 15 563	18 256
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 (67 673)	(44 003)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 61 071	55 472
Charge de l'exercice	77 (6 602)	11 469

**Informations complémentaires**

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (304 619)	(49 386)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 18	18

**Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation**

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	3,81 %	4,36 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés permanents de la municipalité participent à un RÉER collectif. La municipalité verse 8,5% qui est le même montant que l'employé.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91	<u>23 021</u>	<u>13 554</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>9</u>	<u>9</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	<u>15 801</u>	<u>15 450</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	53 251	52 067
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>53 251</u>	<u>52 067</u>

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	30 760 300
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	1 605 087
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	23 510
Débiteurs	8	1 480 435
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 780 945
Autres		
- FRAIS REPORTÉS LIÉS A LA DETTE	12	254 057
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	28 826 440
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	3 228 901
Endettement net à long terme	16	32 055 341
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	558 534
Communauté métropolitaine	18	164 789
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	32 778 664
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	32 778 664
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	21 434 301	22 032 915	22 032 915	19 955 649
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	187 157	191 531	191 531	190 156
Activités de fonctionnement	3	358 100	372 389	372 389	387 359
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	28 640	848	848	216 012
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	22 008 198	22 597 683	22 597 683	20 749 176
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 885 522	1 974 682	1 974 682	1 857 260
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	979 863	994 831	994 831	952 672
Matières résiduelles	13	2 125 454	2 116 438	2 116 438	2 048 474
Autres					
-Raccordement st-régis	14		20 007	20 007	15 000
-	15				30 000
-	16				56 567
Centres d'urgence 9-1-1	17	96 000	109 007	109 007	96 515
Service de la dette	18	1 238 754	1 132 289	1 132 289	1 242 973
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	6 325 593	6 347 254	6 347 254	6 299 461
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	6 325 593	6 347 254	6 347 254	6 299 461
	26	28 333 791	28 944 937	28 944 937	27 048 637

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	10 500	9 880	4 358
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	10 500	9 880	4 358
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	325 347	340 910	372 156
	35	325 347	340 910	372 156
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	335 847	350 790	376 514
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45	12 964	13 734	12 710
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	12 964	13 734	12 710
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	348 811	364 524	389 224



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53		6 627	6 544
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	10 695	72 710	90 444
Enlèvement de la neige	58		88 190	88 190
Autres	59	7 000	7 282	7 329
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		605 480	692 145
Transport adapté	61		120 687	120 375
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	62 000		
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			5 323
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	18 000	85 419	82 000
Autres	88	16 000	6 779	24 342
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	113 695	260 380	993 174
				1 028 502

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		40 664	204 766
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	4 087 090	4 087 090	2 489 580
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	4 087 090	4 127 754	2 694 346

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137		5 147	1 420 579
	138		5 147	1 420 579
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	113 695	4 347 470	5 126 075
			5 126 075	5 143 427

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	240 672	188 132	188 132
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	240 672	188 132	188 132
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	39 067	39 067	36 569
Traitement des eaux usées	157	9 900	9 900	12 077
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	48 967	48 967	48 646
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	240 672	237 099	136 124

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	16 500	52 811	25 855
Sécurité publique	183	50 690	44 541	156 630
Transport				
Réseau routier	184	89 338		86 340
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		931 251	1 021 460
Transport adapté	186		61 690	49 631
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	96 680	29 150	515 105
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	506 217	511 914	584 147
Réseau d'électricité	194			
	195	759 425	638 416	2 439 168
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	1 000 097	875 515	2 575 292
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	101 500	91 617	139 057
Droits de mutation immobilière	198	1 173 000	1 535 626	1 680 443
Droits sur les carrières et sablières	199	195 922	298 507	301 167
Autres	200			
	201	1 470 422	1 925 750	2 120 667
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	700 000	691 379	1 510 363
<b>INTÉRÊTS</b>	203	172 315	246 050	254 323
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(6 228)	741 305
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			3 116 647
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	130 158	562 509	1 197 118
	212	130 158	556 281	5 055 070

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	566 346	586 251	791	587 042	587 042	560 468
Application de la loi	2	466 963	437 332	27 623	464 955	464 955	474 205
Gestion financière et administrative	3	1 847 043	1 882 748	81 915	1 964 663	1 964 663	1 816 760
Greffe	4	445 357	386 653	194	386 847	386 847	601 464
Évaluation	5	296 341	291 930		291 930	291 930	309 406
Gestion du personnel	6	357 414	354 284		354 284	354 284	347 759
Autres	7	2 376 841	2 003 117	107 563	2 110 680	2 110 680	1 845 268
	8	6 356 305	5 942 315	218 086	6 160 401	6 160 401	5 955 330
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	4 495 502	4 623 070		4 623 070	5 293 677	5 007 742
Sécurité incendie	10	2 582 301	2 318 944	87 479	2 406 423	2 406 423	2 128 123
Sécurité civile	11	38 296	4 932		4 932	4 932	42 946
Autres	12	121 202					108 686
	13	7 237 301	6 946 946	87 479	7 034 425	7 705 032	7 287 497
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 214 854	1 555 343	145 112	1 700 455	1 700 455	1 952 888
Enlèvement de la neige	15	1 295 595	1 102 308	32 849	1 135 157	1 135 157	1 354 446
Éclairage des rues	16	270 682	275 371	109 127	384 498	384 498	308 434
Circulation et stationnement	17	141 153	281 098	1 042 881	1 323 979	1 323 979	125 503
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 584 671	2 507 580		2 507 580	4 954 451	4 828 183
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 180 341	835 392	6 160	841 552	841 552	1 142 647
	22	6 687 296	6 557 092	1 336 129	7 893 221	10 340 092	9 712 101

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	925 000	799 038		799 038	900 918
Réseau de distribution de l'eau potable	24	607 274	841 178	900 874	1 742 052	1 391 430
Traitement des eaux usées	25	581 259	581 250		1 440 799	1 413 188
Réseaux d'égout	26	374 330	403 313	1 063 098	1 466 411	1 341 109
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	552 780	539 853		539 853	513 049
Élimination	28	562 469	549 292		549 292	522 059
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	315 662	297 923		297 923	315 503
Tri et conditionnement	30	88 227	83 265		83 265	88 311
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	204 561	135 696		135 696	246 569
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					6 434
Protection de l'environnement	38					35 087
Autres	39	22 360	19 390	1 576	20 966	5 883
	40	4 233 922	4 250 198	1 965 548	6 215 746	6 779 540
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	697 767	667 045	39 861	706 906	608 922
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	108 800				
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	806 567	667 045	39 861	706 906	608 922

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 223 324	410 409	151 904	562 313	559 574	470 130
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 049 491	1 042 230	66 329	1 108 559	1 108 559	935 655
Piscines, plages et ports de plaisance	55	6 969	24 140	28 916	53 056	53 056	3 025
Parcs et terrains de jeux	56	1 301 893	1 101 379	209 643	1 311 022	1 311 022	1 574 520
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59		458 426		458 426	456 372	341 501
	60	3 581 677	3 036 584	456 792	3 493 376	3 488 583	3 324 831
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	557 752	342 591	779	343 370	343 370	212 724
Bibliothèques	62	1 126 205	1 202 248	298 994	1 501 242	1 501 242	1 621 518
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	39 000					27 211
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65		193 788		193 788	198 581	206 090
	66	1 722 957	1 738 627	299 773	2 038 400	2 043 193	2 067 543
	67	5 304 634	4 775 211	756 565	5 531 776	5 531 776	5 392 374
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	843 988	705 054		705 054	756 660	700 415
Autres frais	70					5 293	6 074
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					94 083	58 280
Autres	72	98 544	85 307		85 307	102 931	82 603
	73	942 532	790 361		790 361	958 967	847 372
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	74	3 677 043	4 403 668	( 4 403 668 )			



## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de Ville de Saint-Constant (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

1 CPA Auditeur, CA permis de comptabilité publique no A109294

DATE 2015-05-20

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	28 944 937
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
<b>Revenus de taxes</b>	11	28 944 937

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	28 944 937
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>28 944 937</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	18 434		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 998 986		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	109 007		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10	<u>3 126 427</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>25 818 510</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	<u>2 656 133 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	<u>2 697 384 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 676 758 900</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>25 818 510</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 676 758 900</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	[ ] [ ] [ ] , [ 9   6   4   5 ] / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	112 000	1 466 681	1 790 100
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		74 382	53 801
Conduites d'égout	4	1 565 000	1 314 431	4 948 361
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 271 000	1 930 364	3 873 109
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		15 207	478 420
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		78 557	1 304 984
Autres infrastructures	11	1 188 000	13 964	138 441
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	80 000	83 034	439 182
Édifices communautaires et récréatifs	14			545 208
Améliorations locatives	15		(38)	92 397
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		19 914	266 965
Autres	17	1 630 000	60 674	236 474
Ameublement et équipement de bureau	18	158 000	189 231	165 693
Machinerie, outillage et équipement divers	19	140 000	158 073	340 073
Terrains	20		9 640	442 510
Autres	21		(78 490)	1 210
	22	10 144 000	5 310 216	15 116 928

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 434 946	579 829
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		74 382	53 801
Conduites d'égout	26		1 233 285	745 776
Autres infrastructures	27		1 916 441	1 011 384
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		31 735	1 210 271
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		81 146	4 202 585
Autres infrastructures	32		121 651	4 783 570
Autres immobilisations	33		491 012	2 529 712
	34		5 310 216	15 116 928

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	26 519 499	8 370 782	2 023 375	32 866 906
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	54 275	19 327	20 947	52 655
	7	26 573 774	8 390 109	2 044 322	32 919 561
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10		23 510		23 510
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	13 185 112	6 292 533	901 127	18 576 518
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	12 736 322	1 180 814	1 078 038	12 839 098
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	25 921 434	7 496 857	1 979 165	31 439 126
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	652 340	877 634	49 539	1 480 435
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	652 340	877 634	49 539	1 480 435
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	652 340	877 634	49 539	1 480 435
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	652 340	877 634	49 539	1 480 435
	26	26 573 774	8 374 491	2 028 704	32 919 561
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )		( )	
	28	26 573 774	8 374 491	2 028 704	32 919 561

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	552 291	705 137	630 581
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	4 463 002	4 463 002	2 776
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 584 671	2 507 580	1 978 576
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	581 259	581 251	1
Matières résiduelles	12	1 426 978	1 445 628	1 533 845
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	108 800		
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	39 000		
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	9 756 001	9 702 598	4 276 242
				4 145 778

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	30,58	32,50	***	***	***
Professionnels	2	0,28	32,50	***	***	***
Cols blancs	3	75,77	32,50	***	***	***
Cols bleus	4	27,70	38,50	***	***	***
Policiers	5	0,00	0,00	***	***	***
Pompiers	6	15,08	40,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00	0,00	***	***	***
	8	149,41		***	***	***
Élus	9	9,00		362 295	76 996	439 291
	10	158,41		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13		527 363	704 615	1 231 978
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	253 098	1 162 318	1 700 076	3 115 492
	17	253 098	1 689 681	2 404 691	4 347 470

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	437 332	27	27 623	53	464 955	79	105		464 955	131
Évaluation	2	291 930	28		54	291 930	80	106		291 930	132
Autres	3	5 213 053	29	190 463	55	5 403 516	81	107	52 811	5 350 705	133
	4	5 942 315	30	218 086	56	6 160 401	82	108	52 811	6 107 590	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	4 623 070	31		57	4 623 070	83	109		4 623 070	135
Sécurité incendie	6	2 318 944	32	87 479	58	2 406 423	84	110	232 673	2 173 750	136
Sécurité civile	7	4 932	33		59	4 932	85	111		4 932	137
Autres	8		34		60		86	112			138
	9	6 946 946	35	87 479	61	7 034 425	87	113	232 673	6 801 752	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 555 343	36	145 112	62	1 700 455	88	114		1 700 455	140
Enlèvement de la neige	11	1 102 308	37	32 849	63	1 135 157	89	115		1 135 157	141
Autres	12	556 469	38	1 152 008	64	1 708 477	90	116		1 708 477	142
Transport collectif	13	2 507 580	39		65	2 507 580	91	117		2 507 580	143
Autres	14	835 392	40	6 160	66	841 552	92	118		841 552	144
	15	6 557 092	41	1 336 129	67	7 893 221	93	119		7 893 221	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
<b>Eau et égout</b>											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	799 038	42		68	799 038	94	120		799 038	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	841 178	43	900 874	69	1 742 052	95	121	39 067	1 702 985	147
Traitement des eaux usées	18	581 250	44		70	581 250	96	122	9 900	571 350	148
Réseaux d'égout	19	403 313	45	1 063 098	71	1 466 411	97	123		1 466 411	149
<b>Matières résiduelles</b>											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 089 145	46		72	1 089 145	98	124		1 089 145	150
Matières recyclables	21	516 884	47		73	516 884	99	125		516 884	151
Autres	22		48		74		100	126			152
Cours d'eau	23		49		75		101	127			153
Protection de l'environnement	24		50		76		102	128			154
Autres	25	19 390	51	1 576	77	20 966	103	129	29 150	(8 184)	155
	26	4 250 198	52	1 965 548	78	6 215 746	104	130	78 117	6 137 629	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157		172	187		202		217			232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218			233	
Autres	159		174	189		204		219			234	
	160		175	190		205		220			235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	667 045	176	39 861	191	706 906	206	221	706 906		236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207	222			237	
Promotion et développement économique	163		178		193		208	223			238	
Autres	164		179		194		209	224			239	
	165	667 045	180	39 861	195	706 906	210	225	706 906		240	
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	3 036 584	181	456 792	196	3 493 376	211	82 982	226	3 410 394	241	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 202 248	182	298 994	197	1 501 242	212	29 867	227	1 471 375	242	
Autres	168	536 379	183	779	198	537 158	213	399 065	228	138 093	243	
	169	4 775 211	184	756 565	199	5 531 776	214	511 914	229	5 019 862	244	
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	29 138 807	186	4 403 668	201	33 542 475	216	875 515	231	32 666 960	246	790 361

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	5 310 216	14 478 526
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	5 310 216	14 478 526

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	1 686 930	1 083 623
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 686 930	1 083 623
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 080 921	2 689 872
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(183 428)	(122 947)
Activités d'investissement	6	(36 115)	(253 589)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(2 130 072)	(1 710 029)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	731 306	603 307
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	2 418 236	1 686 930
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	1 710 029	487 158
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 710 029	487 158
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 710 029)	(487 158)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	2 130 072	1 710 029
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	420 043	1 222 871
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	2 130 072	1 710 029
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	1 287 901	4 248 054
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 287 901	4 248 054
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	855 437	(1 363 435)
Activités d'investissement	27	(359 018)	(1 596 718)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	496 419	(2 960 153)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	1 784 320	1 287 901



**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 180 841 )	( 123 171 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	70 285	(81 791)
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 110 556 )	( 204 962 )
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	( )	( )
Utilisation du fonds général	40	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres	43	( )	( )
	44	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	( )	( )
Autre financement	46	103 737	( 28 945 )
	47	( 103 737 )	( 28 945 )
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	26 443	26 443
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	42 650	26 623
	50	69 093	53 066
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51	( 145 200 )	( 180 841 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	52	(4 634 031)	(1 371 065)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(4 634 031)	(1 371 065)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	5 959 582	(3 262 966)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58		
	59	5 959 582	(3 262 966)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	1 325 551	(4 634 031)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	61	80 524 368	69 046 183
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		81 791
Solde redressé au début de l'exercice	63	80 524 368	69 127 974
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	(4 023 920)	11 396 394
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67	76 500 448	80 524 368

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>1 707 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 707 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 707 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>			
	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>			
	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[ 0 ] , [ 7 ] [ 0 ] [ 0 ] [ 7 ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[ 0 ] , [ 7 ] [ 8 ] [ 4 ] [ 1 ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[ 1 ] , [ 8 ] [ 8 ] [ 1 ] [ 8 ] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[ 2 ] , [ 4 ] [ 4 ] [ 6 ] [ 2 ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[ 1 ] , [ 0 ] [ 5 ] [ 1 ] [ 1 ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[ 0 ] , [ 7 ] [ 0 ] [ 0 ] [ 7 ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[ 0 ] , [ 0 ] [ 0 ] [ 7 ] [ 1 ] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[ 0 ] , [ 0 ] [ 1 ] [ 3 ] [ 8 ] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	1 9 0 , 0 0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	1 0 2 , 0 0	\$
Matières résiduelles	5	2 3 3 , 0 0	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6    ,   %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Consommation d'eau piscines	26,0000	4	
Consommation d'eau -commercial/logement	29,0000	4	
Eau-compteur	,5400	5	jusqu'à 318 m3
Eau-compteur	,8300	5	excédent de 318 m3

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	356 248 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>



**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 147 RUE SAINT-PIERRE  
(no) (rue)  
SAINT-CONSTANT J5A 2G9  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 638-2010  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 638-4764  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel AGERMAIN@VILLE.SAINT-CONSTANT.QC.CA

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom ANNIE GERMAIN CPA, CA

Téléphone (450) 638-2010  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 638-4764  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel AGERMAIN@VILLE.SAINT-CONSTANT.QC.CA

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom LEFAIVRE LABRÈCHE GAGNÉ SENCRL

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 151 PERRAS  
(no) (rue)  
SAINT-RÉMI J0L 2L0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 454-3974  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 454-7320  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel DSAVAGE@GROUPELLG.COM

Responsable du dossier DENIS SAVAGE CPA AUDITEUR, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , ANNIE GERMAIN , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-06-09 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Constant consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Constant détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 2 901 309 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,9645 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-06-08 15:00:34

Date de transmission au Ministère : 2015/06/10

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.*

Nom : Saint-Constant

---

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>							
Fonctionnement	1	33 991 042	32 269 289	33 864 816	8 765 607	37 204 067	
Investissement	2	6 020 924		4 087 090	88 621	4 175 711	
	3	40 011 966	32 269 289	37 951 906	8 854 228	41 379 778	
<b>Charges</b>	4	32 988 390	35 245 600	34 332 836	9 571 989	38 478 469	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	7 023 576	(2 976 311)	3 619 070	(717 761)	2 901 309	
Moins : revenus d'investissement	6 (	6 020 924 ) (	) (	4 087 090 ) (	88 621 ) (	4 175 711 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	1 002 652	(2 976 311)	(468 020)	(806 382)	(1 274 402)	
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>							
Amortissement des immobilisations	8	3 885 376	3 677 043	4 403 668	417 448	4 821 116	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	28 945		103 737	306 465	410 202	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 147 295 ) (	1 869 400 ) (	1 869 400 ) (	174 922 ) (	2 044 322 )	
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	2 099 356 ) (	) (	(185 822) ) (	53 711 ) (	(132 111) )	
Excédent (déficit) accumulé	12	1 947 097	1 168 668	941 292	499 141	1 440 433	
Autres éléments de conciliation	13	72 453		(216 178)	19	(216 159)	
	14	1 687 220	2 976 311	3 548 941	994 440	4 543 381	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	2 689 872		3 080 921	188 058	3 268 979	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014		2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>					
Débiteurs	1	7 429 895	8 173 092	10 170 911	8 871 610
Autres	2	1 034 220	4 815 112	7 666 655	4 688 534
	3	8 464 115	12 988 204	17 837 566	13 560 144
<b>Passifs</b>					
Dette à long terme	4	24 365 806	30 506 243	32 651 568	26 350 207
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5				
Autres	6	8 349 941	4 549 544	6 805 961	10 367 563
	7	32 715 747	35 055 787	39 457 529	36 717 770
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(24 251 632)	(22 067 583)	(21 619 963)	(23 157 626)
<b>Actifs non financiers</b>					
Immobilisations	9	104 010 793	105 222 946	111 830 532	110 686 044
Autres	10	635 195	858 064	948 071	728 911
	11	104 645 988	106 081 010	112 778 603	111 414 955
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 686 930	2 418 236	2 418 236	1 686 930
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	2 997 930	3 914 392	8 775 841	8 104 968
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	180 841 ) (	145 200 ) (	2 544 877 ) (	2 355 954 )
Financement des investissements en cours	15	(4 634 031)	1 325 551	175 858	(5 549 888)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	80 524 368	76 500 448	82 333 582	86 371 273
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	80 394 356	84 013 427	91 158 640	88 257 329

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale</b>			
-	19		
- Exercice suivant	20	2 130 072	1 710 029
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	2 130 072	1 710 029
<b>Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés</b>			
	29	4 131 586	4 304 698
	30	6 261 658	6 014 727
<b>Réserves financières</b>			
Fonds réservés	31	555 596	662 318
	32	1 958 587	1 427 923
	33	8 775 841	8 104 968

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	27 048 637	28 333 791	28 944 937	28 944 937	
Compensations tenant lieu de taxes	2	389 224	348 811	364 524	364 524	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 629 024	113 695	260 380	998 321	
Services rendus	5	914 536	1 000 097	875 515	2 455 409	
Autres	6	4 009 621	2 472 895	3 419 460	4 440 876	
	7	33 991 042	32 269 289	33 864 816	37 204 067	
<b>Investissement</b>						
Taxes	8					
Quotes-parts	9				47 957	
Transferts	10	2 489 580		4 087 090	4 127 754	
Autres	11	3 531 344				
	12	6 020 924		4 087 090	4 175 711	
	13	40 011 966	32 269 289	37 951 906	41 379 778	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	296 341	291 930		291 930	309 406
Autres	2	6 059 964	5 650 385	218 086	5 868 471	5 645 924
Sécurité publique						
Police	3	4 495 502	4 623 070		4 623 070	5 007 742
Sécurité incendie	4	2 582 301	2 318 944	87 479	2 406 423	2 128 123
Autres	5	159 498	4 932		4 932	151 632
Transport						
Réseau routier	6	2 922 284	3 214 120	1 329 969	4 544 089	3 741 271
Transport collectif	7	2 584 671	2 507 580		2 507 580	4 828 183
Autres	8	1 180 341	835 392	6 160	841 552	1 142 647
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	2 487 863	2 624 779	1 963 972	4 588 751	5 046 645
Matières résiduelles	10	1 723 699	1 606 029		1 606 029	1 685 491
Autres	11	22 360	19 390	1 576	20 966	47 404
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	697 767	667 045	39 861	706 906	608 922
Promotion et développement économique	14	108 800				
Autres	15					
Loisirs et culture	16	5 304 634	4 775 211	756 565	5 531 776	5 392 374
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	942 532	790 361		790 361	847 372
Amortissement des immobilisations	19	3 677 043	4 403 668	( 4 403 668 )		
	20	35 245 600	34 332 836		34 332 836	36 583 136

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3